



Agence Togolaise de Presse



ANS D'INDÉPENDANCE

Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

22 avril 2026

SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRENEURIAT FEMININ :

LES JOURNALISTES INFORMES SUR LES PREPARATIFS

Lomé, 22 avr. (ATOP) – Une conférence de presse s'est tenue le mercredi 22 avril à Lomé dans le cadre des activités préparatoires de l'édition 2026 du Salon international de l'entrepreneuriat féminin (SIEF).



L'assistance



La table d'honneur

La conférence de presse a été animée par Dr Kayi Dogbé, présidente du comité d'organisation, Glory Ohini Kponton, coordonnateur des activités, et Mme Reine Ali-Tiloh Tchakpele, représentante du partenaire officiel Yas Togo. Elle a permis de présenter les objectifs de l'édition 2026 du SIEF ainsi que le programme des activités.

Initiée par la Fondation citoyens d'Afrique et KD Group, le SIEF est un événement panafricain visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes à travers l'entrepreneuriat, l'excellence et l'innovation. Cette édition qui se tiendra le 31 juillet et 1^{er} août 2026 a pour thème « le risque entrepreneurial dans le contexte africain ».

SOMMAIRE

NOUVELLES DES PREFECTURES	-----2-9
INDEPENDANCE	-----9-17
NOUVELLE DE L'ETRANGER	-----18-21
SPORTS	-----21-23

Le SIEF 2026 vise, de manière générale, à contribuer au renforcement de la résilience et de la pérennité des entreprises féminines africaines par une meilleure compréhension et gestion du risque entrepreneurial. De manière spécifique, le SIEF ambitionne de sensibiliser les femmes entrepreneures aux différentes formes de risques entrepreneuriaux dans le contexte africain. Il s'agit de renforcer les capacités en matière de gestion stratégique, financière et organisationnelle du risque. Il est aussi question de favoriser les échanges entre chercheurs, décideurs publics, institutions financières et entrepreneures.

La valorisation des approches innovantes et endogènes de gestion ainsi que la promotion des modèles entrepreneuriaux féminins durables et résilients sont aussi inscrites au programme.

Les activités du SIEF 2026 sont notamment une immersion rurale à Kara, un gala de basket-ball, un colloque scientifique, des formations et networking, une soirée de récompenses et distinctions sanctionnant le concours de pitch de projet. Un espace santé et bien-être sera mis en place pour des consultations.

La présidente du comité d'organisation, Dr Kayi Dogbé, a exhorté les femmes à poursuivre leurs visions et à oser car, dit-elle, l'autonomisation de la femme est un impératif pour le développement durable, et inclusif.

Pour Mme Reine Ali-Tiloh Tchakpele, représentante du partenaire officiel Yas Togo, « ce salon est bien plus qu'un évènement ; c'est un espace où naissent les idées et où se rencontrent les ambitions. A travers ce partenariat, nous réaffirmons notre volonté de soutenir l'écosystème entrepreneurial ».

ATOP/EAG/GMM



ATOP

Pour vos articles, reportages

Nous contacter.



Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

2^{EME} SESSION ORDINAIRE DE LA COMMUNE KPENDJAL 1 :

LES ELUS LOCAUX EXAMINENT LE COMPTE ADMINISTRATIF GESTION 2025

Mandouri, 22 avr. (ATOP) - Les conseillers municipaux de Kpendjal 1 ont entamé, le lundi 20 avril à Mandouri, leur deuxième session ordinaire de l'année consacrée à l'adoption du compte administratif gestion 2025.

Cette session de 4 jours permettra aux élus locaux d'aborder d'autres sujets notamment la sécurité publique et la présentation de la situation financière du premier trimestre. Il est aussi prévu une rencontre avec les occupants illégaux des réserves administratives, des échanges sur l'état des locaux du bureau du citoyen. Les discussions vont porter aussi sur les marchés construits par le *projet de Cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (COSO)* ainsi que sur la restitution d'une formation sur l'emploi décent à tous.

Le secrétaire général de la préfecture de Kpendjal, Dalle Tionpa a invité les élus locaux à mener des débats ouverts, constructifs et responsables, dans un climat d'harmonie et de respect mutuel pour le développement local.



Les participants



Le SG de la préfecture (au micro) ouvrant les travaux

La cérémonie d'ouverture a connu la présence des autorités politiques, administratives, traditionnelles et religieuses, ainsi que des personnes ressources de la commune.

ATOP/BLS/JK/KYA

DOUFELGOU/ GOUVERNANCE LOCALE :

LES MAIRES EN SEMINAIRE A DEFALE SUR LA GESTION COMMUNALE ET LES RESSOURCES EN EAU

Niamtougou, 22 avr. (ATOP)- Un séminaire d'étude et d'échanges de pratiques sur la gestion et l'administration communale, la transition écologique et la gestion durable des ressources en eau, se tient les 21 et 22 avril à Défalé, dans la commune Doufelgou 2. La rencontre réunit les maires, les élus locaux et les secrétaires généraux des communes de Kozah 2, Kozah 3, Doufelgou 2, Kéran 2 et Assoli 3 dans la région de la Kara.



Le préfet (au micro) ouvrant les travaux



L'assistance

Initié par la Faîtière des communes du Togo (FCT) en collaboration avec le réseau régional multi-acteurs Bourgogne-Franche-Comté international (BFC International), ce séminaire s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Coopérer pour réussir l'avenir au Togo (COPRA Togo) ».

L'objectif est de renforcer les capacités des acteurs communaux en matière de gestion locale, de conception et de mise en œuvre des politiques publiques, ainsi que de promotion de la transition écologique, notamment la gestion durable des ressources en eau. Il s'agit d'améliorer les compétences en gestion administrative et gouvernance communale, de renforcer les capacités en planification stratégique et en mobilisation des ressources, tout en sensibilisant les participants aux enjeux environnementaux. Les échanges portent également sur des approches innovantes de gestion durable des ressources naturelles et sur le partage de bonnes pratiques entre communes.

Le projet COPRA Togo est un programme de coopération internationale mutualisée entre des collectivités territoriales de Bourgogne-Franche-Comté en France (Communauté de communes du Pays de Lure, Ville d'Arbois, Ville de Joigny, Commune des Planches-Près-Arbois) et celles de la région de Kara, bénéficiaires dudit projet. Il vise à promouvoir les échanges d'expériences et le renforcement des capacités en matière de développement local durable. Pour cela, il met un accent particulier sur la transition écologique, l'accès à l'eau, la gestion des ressources, la citoyenneté, la jeunesse et l'égalité de genre.

Au cours des travaux, les participants vont être renforcés sur la gouvernance communale et leurs rôles et responsabilités ; la gestion financière locale ; la planification et le suivi-évaluation ; la participation citoyenne et la budgétisation sensible au genre. Les questions liées à la gestion intégrée des ressources en eau, à l'accès à l'eau potable et à la protection des bassins versants sont également au cœur des échanges.

La présidente de la FCT et maire de Doufelgou 2, Mme Koubonou Touni Atiota, a indiqué que ce séminaire permettra aux élus locaux de mieux comprendre les mécanismes de la coopération décentralisée et d'encourager l'ouverture vers de nouveaux partenariats. « Il faut que les maires sachent qu'on ne dirige pas une commune en vase clos. Il faut avoir un autre regard et chercher d'autres partenaires », a-t-elle ajouté.

La représentante de BFC International, Mélissa Rosier, a souligné que le projet COPRA Togo repose sur des axes prioritaires, notamment la jeunesse et l'éducation des femmes et jeunes filles, l'accès à l'eau et la gouvernance locale.

Le préfet de Doufelgou Zato Kourah a relevé que les collectivités territoriales font face à des défis multiples liés aux ressources financières, climatiques, hydriques, sanitaires et d'assainissement. Il a insisté sur la nécessité d'adopter des approches innovantes et de renforcer la coopération pour améliorer les services publics locaux.

ATOP/SG/TAL/MD

ZIO/SECURITE :

319 NOUVEAUX GENDARMES DE LA REGION MARITIME ONT PRETE SERMENT AU TRIBUNAL DE TSEVIE

Tsévié, 22 avr. (ATOP) - 319 nouveaux gendarmes de la promotion 2024 de la région Maritime ont prêté serment, le mardi 21 avril au Tribunal d'instance à compétence correctionnelle et civile (TICCC) de Tsévié.

Cette prestation de serment marque la prise de fonction officielle des impétrants. Elle s'est déroulée lors d'une audience solennelle dirigée par le président de ladite institution, le magistrat Batchowang Kouméa-Abalo. C'était en présence de la procureure de la République près le tribunal de Tsévié, Mme Klevor Afuakuma Nutifafa et le greffier en chef, N'wini Lantam. Etaient également présents à cette cérémonie, le gouverneur de la région Maritime, Taïrou Bagbiègue, le préfet de Zio, Gadewa Mawouna, le maire de la commune Zio 1, Dr Atatsi Ayawo et la hiérarchie des récipiendaires.

La cérémonie de prestation de serment est organisée par la gendarmerie nationale togolaise. Elle s'inscrit dans le cadre du renforcement des effectifs des forces de sécurité pour améliorer la couverture sécuritaire sur l'ensemble du territoire national. L'objectif est d'officialiser l'engagement des nouveaux gendarmes au sein des forces de l'ordre et de sécurité.



Autorités locales, officiers supérieurs et impétrants

Après la réquisition de la procureure, le magistrat Batchowang Kouméa-Abalo a rappelé le sens et la portée attachés au serment. Pour lui, prêter serment, c'est s'engager publiquement à être au service du peuple dans l'honneur, la discipline et la légalité. « Le serment est une affirmation solennelle d'un fait, la sincérité d'une promesse ou l'engagement à bien remplir ses devoirs professionnels. Il peut s'agir d'un engagement personnel exprimé avec force ou d'une promesse faite en invoquant un être ou un objet sacré. « Vous devenez aujourd'hui des garants de la sécurité, mais aussi de l'Etat de droit. Le citoyen a le droit de vous faire confiance, et vous avez le devoir de ne jamais trahir cette confiance », a-t-il souligné.

Le président du tribunal a félicité les récipiendaires pour leur nomination et donné lecture de la formule consacrée du serment en ces termes : « Je jure d'obéir à mes chefs en tout ce qui concerne le service auquel je suis appelé et dans l'exercice de mes fonctions et de ne faire usage de la force qui m'est confiée que pour le maintien de l'ordre et l'exécution des lois ».

A l'issue du rappel de cette formule qui symbolise respect et obéissance dans l'accomplissement de leur mission, les nouveaux gendarmes de la région Maritime sont passés à tour de rôle au pupitre ; la main droite levée, à haute et intelligible voix, pour prononcer solennellement la formule sacrée « Je le jure ».

Après cet acte symbolique, le magistrat Batchowang a renvoyé les nouveaux agents dans l'exercice de leur fonction. Il leur a souhaité une bonne santé, une bonne et brillante carrière et leur a demandé de prendre soin d'eux et Dieu en fera le reste. ATOP/BBG/GMM/KYA



Une récipiendaire prêtant serment devant le président du tribunal

KOZAH/REALISATION DES OUVRAGES D'EAU POTABLE DANS LA KARA :
LE GOUVERNEUR GAL. ADJITOWOU DONNE LE PREMIER COUP DE PIOCHE A LAMA-FEING

Kara, 22 avr. (ATOP) – Le gouverneur de la région de la Kara, Gal. de Brigade Adjitowou Komlan, a donné, le mardi 21 avril à Lama-Feing (commune Kozah 1), le premier coup de pioche des travaux de réalisation de 11 pompes à motricité humaine (PMH) et de 08 postes d'eau autonomes (PEA).

La cérémonie de lancement des travaux a connu la présence du préfet de la Kozah, Col. Bonfo Faré, du représentant du maire de Kozah 1, des autorités administratives, traditionnelles, politiques, religieuses et militaires, ainsi que des partenaires techniques et financiers, des OSC, des conseillers régionaux, des responsables des entreprises.

L'exécution de ces travaux entre dans le cadre de la mise en œuvre du projet 08, précisément l'axe 03 du plan d'action biennal (2025-2026), du conseil régional de la Kara (CR-K), consacré à l'amélioration de l'accès aux services de santé, d'eau,



Le gouverneur donnant le coup de pioche

d'assainissement et de protection sociale. L'objectif est d'améliorer l'accès à l'eau potable afin de produire un impact réel et profond sur les populations.



Le président du CRK (2ème à gauche) lors de son intervention



L'assistance

Les travaux de réalisation du projet, évalués à 143.911.635 FCFA, sont entièrement financés sur fonds propres du CR-K, pour le compte de l'exercice 2025. Ils consistent à réaliser 19 pompes dont 11 à motricité humaine (PMH), répartis dans les sept préfectures de la région.

La réalisation de ces ouvrages conformes à la réglementation en vigueur, est confiée à deux entreprises notamment : «BE LA PAIX » et «MI CONSEIL ». Elles ont trois mois pour livrer les ouvrages de qualité dans le respect du délai contractuel, afin de soulager les peines des populations en matière de manque d'eau dans la région.

Pour le Gal. de brigade, Adjitowou Komlan, la décentralisation n'est plus dans les discours mais dans les actions en apportant des solutions aux besoins des concitoyens. Il a exhorté le conseil régional à aller jusqu'au bout des projets immense qui l'attendent en matière d'infrastructures scolaires, routières et autres. Le gouverneur a interpellé les entreprises chargées à être à la hauteur de la confiance placée en elles en faisant un travail de qualité dans le respect du délai requis. Il a invité les chefs traditionnels et l'ensemble des populations bénéficiaires à veiller au quotidien sur les travaux qui vont démarrer afin d'aboutir aux bons résultats.

Le président du CR-Kara, Bakèm Téba Blakiam a situé le contexte de mise en œuvre de ce projet qui est en parfaite cohérence avec les orientations stratégiques nationales dont la feuille de route gouvernementale (2020-2025). Pour garantir la durabilité de ces ouvrages, dit-il, « J'en appelle à la responsabilité des communautés bénéficiaires, l'appropriation locale, la mise en place des mécanismes de gestion efficace et l'entretien des installations qui seront déterminants pour préserver ces acquis sur de longs termes ». Il a convié les services techniques compétents à faire un suivi rigoureux et permanent des travaux pour garantir leur conformité aux normes requises. ATOP/TA/SED/KYA

EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT :

SIX FORAGES ET SOIXANTE-DOUZE LATRINES ECOLOGIQUES EN CONSTRUCTION DANS LA COMMUNE DE TANDJOUARE 1

Tandjouaré, 22 avr. (ATOP) – Le projet « Eau potable et assainissement pour l'amélioration de la santé des populations de Tandjouaré au Togo » a été lancé le mardi 21 avril dans ladite localité.

Ce projet est initié par l'association française Avenir des jeunes filles de Dapaong (AJFD), avec les appuis technique et financier de l'Association pour la promotion du développement intégral des femmes au niveau local (APDIF), de la mairie de Paris et de l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Il s'inscrit dans une dynamique de développement participatif, fondée sur l'autonomisation communautaire, l'égalité de genre et le renforcement des capacités locales, pour garantir un accès équitable et durable à l'eau potable et à un environnement sain.

Le projet va réaliser six forages à pompage solaire et 72 latrines écologiques familiales dans six villages de la commune de Tandjouaré 1, à raison d'un forage et 12 latrines par village. Il s'agit de Nabagli, Soussouri, Lamgbabago, Timon, Nassongue et Gnimongue.



Les participants

La représentante du préfet de Tandjouaré, Mme Douti Gouryama Yendoukoi a exprimé sa reconnaissance à l'AJFD et ses partenaires pour le choix porté sur leur localité afin de mettre en œuvre ce projet. Elle a appelé les communautés bénéficiaires à participer activement aux travaux pour garantir la réussite du projet afin que Tandjouaré ne souffre plus de pénurie d'eau.

La présidente de l'AJFD, Mme Toulouse Pascaline a fait remarquer que le problème de manque d'eau à Tandjouaré tient à cœur à sa structure, raison pour laquelle ce projet a été initié pour soulager la population. D'après elle, pour que l'eau reste potable il faut également lutter contre la défécation à l'air libre, d'où la nécessité de construire aussi des latrines écologiques familiales.

Le directeur régional de l'Hydraulique des Savanes, Koffi Pitchaki a rappelé qu'une eau dans un milieu insalubre n'est pas une eau potable. Il a appelé les communautés bénéficiaires à abandonner la défécation à l'air libre et à protéger les infrastructures qui seront mises en place.

Les femmes des villages concernées se sont réjouies de ce projet, à travers des prestations folkloriques. Elles ont promis prendre soin des infrastructures pour leur propre intérêt.

ATOP/JK/HKM

BAS-MONO :

DES FEMMES LEADERS EN FORMATION POUR UNE MEILLEURE GESTION DES COOPERATIVES

Afagnan, 22 avr. (ATOP) - Une trentaine de femmes leaders issues de coopératives de la commune Bas-Mono 1 prennent part, du 20 au 24 avril à Afagnan, à une session de renforcement de capacités consacrée à la création et à la gestion des coopératives.

Cette formation est organisée par l'association Racine féminine dans le cadre de son programme d'appui aux femmes rurales. Elle bénéficie de l'accompagnement technique et financier de la coopération allemande, à travers le Programme de promotion de l'emploi pour les femmes et les groupes vulnérables au Togo (Pro Emploi+), mis en œuvre par la GIZ.

L'initiative s'inscrit dans la dynamique de promotion de l'entrepreneuriat féminin et de l'autonomisation économique des femmes en milieu rural. Elle vise à permettre aux participantes de mieux maîtriser leurs missions, rôles et responsabilités dans la gestion des sociétés coopératives.

Au cours de cette session, les bénéficiaires seront familiarisées aux notions, principes et valeurs du modèle coopératif, ainsi que les différences entre une entreprise traditionnelle et une société coopérative. Elles seront également informées sur l'acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) relatif aux sociétés coopératives au Togo, notamment ses dispositions, avantages et opportunités. Les participantes recevront des enseignements sur l'importance du travail en groupe, les techniques de communication non violente et les étapes de formation d'un groupement.

Les modules porteront aussi sur les procédures de création, les règles de gouvernance, la gestion administrative et financière, ainsi que les bonnes pratiques nécessaires à la pérennité des coopératives. Les travaux seront ponctués de communications théoriques, d'études de cas et d'exercices pratiques, afin de permettre aux participantes de mieux appréhender les défis liés à la gestion collective et aux stratégies adaptées à leur réalité.



Les participantes en séance de formation

Selon le point focal de l'association Racine féminine, Edoh Komlanvi, cette initiative vise à renforcer les capacités des femmes afin de structurer efficacement leurs activités économiques, d'améliorer leur productivité et de faciliter leur accès aux opportunités de financement.

Le conseiller technique de Pro Emploi+, Laré Christophe, a pris part aux travaux.
ATOP/DK/AO

AGOE-NYIVE :

DES ARTISANS EN SITUATION DE HANDICAP FORMES A CREER LEURS ENTREPRISES



Les participants

Agoè-Nyivé, 22 avr. (ATOP) – Des artisans en situation de handicap ont été formés, le mardi 21 avril à Agoè-Nyivé, sur la création et la gestion d'une entreprise.

L'activité est une initiative du ministère en charge des Solidarités dans le cadre du projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées au Togo. Elle vise à valoriser le potentiel des personnes en situation de handicap.

Trois modules ont meublé les travaux. Il s'agit de la thématique du handicap, la création d'une entreprise artisanale au Togo et la gestion d'une entreprise artisanale.

La représentante du ministre en charge des Solidarités, Mme Titikpina Aissatou a souligné que les personnes en situation de handicap ne doivent pas être perçues sous l'angle de leurs limitations mais comme des acteurs capables de faire valoir leurs talents. Elle a exhorté les participants à saisir cette opportunité pour élaborer des projets viables et durables.

Le coordonnateur du projet, Kommadan Noël a rappelé que le gouvernement a mis en place plusieurs mécanismes pour l'insertion socioprofessionnelle des jeunes y compris ceux en situation de handicap.

Le représentant du préfet d'Agoè-Nyivé, M. Kombaté Soguibabe a invité ces artisans à mettre au profit les enseignements reçus afin de devenir des acteurs économiques capables de subvenir à leurs besoins et de contribuer au développement de la communauté.

Le projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées au Togo est financé par l'Etat togolais. Il vise l'amélioration des conditions de vie de ces personnes et d'assurer leur autonomisation. ATOP/ASA/BV/KYA



Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

ATOP



+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



66 ANS D'INDEPENDANCE

LES POTENTIALITES DE LA REGION CENTRALE

Par Michel KPEMISSI

La région Centrale est délimitée au nord par la région de la Kara, au sud par la région des Plateaux, à l'ouest par le Ghana et à l'est par le Bénin. Couvrant environ 13500 km², cette région avec comme chef-lieu Sokodé, est caractérisée par une vaste zone agricole et des réserves naturelles. Elle est composée de cinq préfectures à savoir : Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Blitta et Mô comportant en tout quinze communes. La région compte au total 795.529 habitants en majorité Tem, Kabyè et Losso, selon le 5^e Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5). La population est en majorité rurale et jeune.

L'agriculture

La région est une zone agricole clé, avec une production dépassant le million de tonnes (1.025.132 tonnes en 2022), caractérisée par des cultures vivrières (maïs, riz, sorgho, haricot) des légumineuses (soja, niébé), des tubercules (igname, manioc). Le coton, l'anacarde, le sésame, le café-cacao, cultivé spécialement dans la zone ouest de la préfecture de Blitta (Adélé) restent des cultures de rente majeures. La Centrale constitue la principale zone de production d'anacardes. Les cultures de l'anacarde (noix de cajou) et celles de café-cacao offrent des revenus durables et des fortes potentialités.



Le magasin de stockage de noix de cajou

La région possède de vastes espaces exploitables, offrant un potentiel pour ces cultures et une faible pression démographique, propices à l'extension agricole. Elle bénéficie des initiatives de modernisation avec le développement de dix-neuf (19) Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) pour structurer la production. Elle dispose également de potentiel pour le maraîchage (tomate, piment) et l'agroforesterie, ainsi que

plus de terres par habitant comparativement à d'autres régions compte tenu de la faible pression démographique. Des sols ferrugineux et ferrallitiques, la région est arrosée par la Volta et le Mono et leurs affluents.



Epi de maïs avec la croissance de feuilles vertes dans un champ



Des céréales stockés dans le grand magasin de l'ANSAT à Sokodé

La zone jouit d'un climat de type soudano-guinéen, avec une pluviométrie allant de 1000 mm à 1500 mm. La région a, dans le cadre du dernier Forum national du paysan togolais, reçu du matériel visant à renforcer la mécanisation agricole. Elle bénéficie également des initiatives comme le Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FRSP). Cette aire dispose de plusieurs infrastructures de stockage de produits agricoles dont celles de l'Agence nationale de sécurité alimentaire (ANSAT). Ces installations permettant de stocker les céréales, le soja, et la noix de cajou sont cruciales pour réduire les pertes post-récolte.

L'élevage

La Centrale dispose d'atouts pour le développement de l'élevage, soutenu par des ressources naturelles favorables et des initiatives gouvernementales visant à renforcer la sécurité alimentaire. La zone se distingue par des opportunités dans l'embouche, la production de petits ruminants et l'installation de ranchs modernes. Elle est ciblée par des projets tels que, le Projet d'appui à l'embouche des ruminants domestiques et la commercialisation du bétail (PERCO), qui forme des jeunes et des femmes à la gestion d'atelier d'embouche. En matière d'élevage des petits ruminants (ovins/caprins), des initiatives soutiennent la mise en place de Bergeries traditionnelles améliorées (BTA) et de Poulailleurs traditionnels améliorés (PTA) pour augmenter la productivité. L'apiculture et la pêche continentale sont favorables dans cette zone.

La région abrite le ranch de l'Adélé, un programme d'installation de jeunes agropasteurs visant à moderniser la production, sans oublier la Ferme semencière de Sotouboua. Dans le domaine de la production avicole, elle bénéficie de programmes de distribution de noyaux reproducteurs (volailles/pintades) pour améliorer les performances animales. Parmi ces atouts, figurent aussi des conditions agroécologiques favorisant une disponibilité en ressources fourragères, favorables à l'élevage, notamment pastoral et semi-divagant. La région bénéficie, en outre, d'atouts structurels et d'appuis avec les renforcements des capacités des éleveurs en gestion coopérative et techniques d'élevage.



Des moutons dans une ferme d'élevage à Sotouboua

Ces potentialités s'inscrivent dans une dynamique nationale où la production animale est en croissance, avec un objectif de renforcer la résilience des ménages ruraux.

Le secteur touristique

La région regorge de fortes potentialités écotouristique et culturelles, notamment le Parc national Fazao Malfakassa, le plus grand du Togo avec 192000 ha de faune/flore, abritant des éléphants, buffles, antilopes, entre autres, et des paysages forestiers. Ce site en plus de celui de la Plaine de Mò et des terres de l'Adélé, offrent des paysages naturels et culturels propices à l'écotourisme. Il faut citer également la faille d'Alédjo, un impressionnant passage rocheux offrant des vues panoramiques, idéal pour les randonnées. La cascade de Souroukou, dans le Mò, est aussi une merveille de la nature à découvrir en saison pluvieuse. La forêt d'Aboulaye, la forêt classée d'Aou-Mono et celle de Sokodé respectivement dans les préfectures de Tchamba, Sotouboua et Tchaoudjo suscitent également des attraits. En matière de tourisme d'affaires et projets, la préfecture de Blitta a été identifiée comme pôle de développement industriel et touristique.

Le cimetière allemand et le Centre national de tissage (CENATIS) de Sokodé sont des lieux qui attirent également les étrangers. Ces sites, bien que nécessitant encore des aménagements, représentent des opportunités pour le développement local et la création d'emplois. La ville de Sokodé, est réputée pour ses tissages artisanaux, sa riche culture tem, avec des fêtes comme la danse des couteaux (Adossa-Gadao) qui attire des milliers de personnes chaque année dans le mois de janvier. Les autres fêtes traditionnelles des quatre autres préfectures drainent également du monde durant les périodes de célébration. Ces atouts sont en cours de valorisation par le gouvernement pour l'écotourisme et le tourisme de loisirs.

L'artisanat

La Centrale possède une forte tradition artisanale qui constitue un pilier économique local, diversifié en branches de production, de transformation et d'arts. En matière de potentialités, elle met en avant l'artisanat de transformation agro-alimentaire dominé par la valorisation des matières premières locales comme le manioc, les grains de moutarde, le karité, la noix de palme et le sorgho. Un autre atout concerne le secteur de l'artisanat et textile. Très riche, il comprend la production de tissus colorés, de batiks, et de création d'objets décoratifs.

S'agissant des métiers du bois et du métal, la région se distingue par la sculpture sur bois et le travail du fer forgé (outils forgés). Le domaine de la vannerie et maroquinerie retient également l'attention. La fabrication d'objets en osier et rotin ainsi que le travail du cuir (maroquinerie) sont développées. Sur le plan de l'artisanat de service, la couture, la coiffure, la mécanique, et la maçonnerie, entre autres, sont très présentes, satisfaisant les besoins premiers des populations locales. Ces activités sont dynamisées par la Chambre régionale de métiers de la centrale (CRM-C), qui met en valeur le savoir-faire local à travers des journées dédiées comme les Journées de l'Artisanat du Togo (JAT). L'artisanat dans la région est un secteur clé pour l'emploi des jeunes et des femmes.

Le commerce

La Centrale présente des potentialités commerciales significatives, principalement axées sur l'agriculture, l'artisanat et sa position stratégique de carrefour sur l'axe principal du pays. Elle agit comme un maillon essentiel dans les échanges avec les pays de l'hinterland (Burkina Faso, Mali, Niger) ainsi que le Ghana et le Bénin. La région bénéficie d'un climat favorable à la production de manioc, de grain de moutarde, de karité, de noix de palme et de sorgho. Des opportunités existent dans la transformation locale de ces matières premières pour augmenter leur valeur économique. La zone bénéficie de sa position géographique stratégique. Située au cœur du Togo, la Centrale est une zone de transit incontournable, ce qui stimule le commerce de biens et les services logistiques. Elle est desservie par le corridor Lomé-Ouagadougou.

Le secteur de l'artisanat est particulièrement actif, avec un potentiel d'exportation et de commercialisation régionale, favorisé par le Marché International de l'Artisanat du Togo

(MIATO). Dans le domaine des investissements industriels, la zone est identifiée dans les projets d'infrastructures de soutien aux activités industrielles, notamment dans le cadre de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) qui vise à développer la transformation locale. La région possède des ressources de Produits forestiers non ligneux (PFNL) comme le karité qui offrent un potentiel commercial prometteur. Elle abrite des infrastructures marchandes composées de marchés principaux et secondaires où s'effectuent les échanges commerciaux, stimulant ainsi l'économie de la zone.

Le transport

La région bénéficie d'un potentiel considérable en matière d'infrastructures de transport, positionnée comme un carrefour stratégique reliant le sud du pays (Port autonome de Lomé) au nord (frontière du Burkina Faso) et aux pays de l'hinterland (Niger, Mali). La politique actuelle vise à transformer cette zone en un hub logistique moderne avec investissements massifs concentrés sur le bitumage, le désenclavement rural et la sécurisation des échanges. En matière d'infrastructures routières et logistiques, il faut souligner que la Route nationale N° 1, dorsale principale du pays, traverse la région, facilitant le transit inter-Etats. Des projets de réhabilitation sont en cours pour en améliorer la fluidité.



Entrée principale du grand marché de Sokodé



La route en béton armé Sokodé-Tchamba-Frontière du Bénin en construction

Le bitumage de nouveaux axes est également à relever. Ainsi, le tronçon Aléhéridè-Kpaza-Tchambéri est en cours d'aménagement, désenclavant des zones de production agricole. Egalement, le projet reliant Sokodé à Tchamba, s'étendant vers la frontière béninoise, est une initiative stratégique majeure de connectivité régionale. L'aménagement de la route Sokodé-Bassar est aussi un atout stratégique. Aussi, dans le cadre du développement du Corridor logistique du Togo (CLT), des projets visent la création de zones logistiques et de parkings modernes pour camions afin de réduire le temps de parcours entre le Port de Lomé et les pays de l'hinterland. La réhabilitation et l'extension du réseau ferroviaire sont prévues pour connecter le sud au nord, avec un impact potentiel sur le transport conteneurisé traversant la région.

Le gouvernement prévoit également le développement et la modernisation des aéroports à l'intérieur du pays, dont celui de Sokodé, pour dynamiser le transport aérien intérieur. Dans le cadre du désenclavement rural, une partie importante du budget national (environ 23 milliards FCFA en 2026, incluant la région Centrale) est dédiée à la réhabilitation des pistes rurales pour relier les centres de production agricoles aux routes principales. La Centrale bénéficie aussi du projet de construction de ponts métalliques censés connecter les localités et désenclaver les zones de productions agricoles. La construction de la voie de contournement de Sokodé est aussi en cours pour fluidifier la circulation dans la ville et desservir plus rapidement les pays de l'hinterland. La région est au cœur de la stratégie nationale de développement des transports, visant un maillage du territoire par des infrastructures modernes.

L'industrie

La Centrale abrite plusieurs unités de transformation agricoles axées sur la valorisation locale du Soja, de l'anacarde et du manioc. Des infrastructures clés incluent l'huilerie de Yélivo (Soja/arachide), « Cajou du Centre » à Sagbadaï, et des initiatives de coopératives féminines pour l'huile, le gari et le tapioca. Un autre potentiel à mettre en lumière est la Société Pierre Ornementale du Togo (POMAR Togo SA). C'est une entreprise minière spécialisée dans l'exploitation et la transformation de marbres



Les plaques de la centrale solaire de Blitta

et de pierres ornementale, située à Lomé avec des carrières, notamment à Pagala-village, dans la préfecture de Blitta. L'autre atout est la Centrale solaire Sheikh Mohamed Bin Zayed de Blitta, inaugurée en 2021. C'est la plus grande installation photovoltaïque d'Afrique de l'Ouest (50 MWc extensible à 70 MWc). Construite par AMEA Power (Via AMEA Togo Solar) sur 92 ha, elle dessert près de 158000 foyers togolais et améliore l'accès à l'énergie propre. La construction d'une centrale solaire est également prévue à Sokodé, pour accroître davantage l'accès à l'énergie propre aux populations de la région. Ces usines soutiennent la stratégie de promotion industrielle et de l'agro-industrie dans la région.

La politique de décentralisation

La mise en œuvre de la politique de décentralisation a favorisé la création d'un gouvernorat, d'un conseil régional de la Centrale et de quinze communes dans les cinq préfectures de la région. Ces institutions contribuent à la décentralisation et à la déconcentration des services pour mieux booster le développement à la base.

Services et entreprises publics et privés

De nombreux services et sociétés publics, parapublics et privés sont implantés dans la région. Il y a aussi des établissements scolaires et des centres de formation. On dénombre également des entreprises ou services de commerce, de transports, des hôtels, auberges et motels, des banques et institutions de micro finances. Ces institutions facilitent les services aux usagers, aux opérateurs économiques et constituent des atouts très importants pour le développement de la région.

Contrairement aux autres régions, la région Centrale n'a pas encore de gouverneur. Le préfet de Tchaoudjo, Tchimbiandja Yendoukoa Douiti assume les fonctions de celui-ci.

L'INCIVISME AU QUOTIDIEN, COMPRENDRE LES CAUSES ET LES SOLUTIONS ?

Par Michel KPEMISSI

La société togolaise fait face, aujourd'hui, à une montée inquiétante de l'incivisme. Des injures réciproques, des moqueries, des obstructions de caniveaux, des déversements des eaux sales sur les chaussées, et l'impolitesse, entre autres, caractérisent, quotidiennement, la vie de bon nombre de citoyens dans les rues de Lomé et d'autres grandes villes du pays. Quelles en sont causes, et comment combattre ces anti-valeurs dans le pays ?

Des causes structurelles et comportementales

D'après le président de l'Association « Urgence civisme », Konaté Sébastien, l'incivisme résulte de plusieurs causes structurelles et comportementales, notamment en milieu urbain. Il a signalé que ce phénomène gagne de plus en plus de terrain au Togo dans la mesure où, évoluant dans une pauvreté extrême, les parents ont démissionné de leurs rôles d'éducateurs à la base. Il a ajouté que l'Etat, confronté à de nombreuses difficultés, peine à mobiliser les ressources pouvant assurer une bonne



Des déchets plastiques autour d'une poubelle

éducation à sa jeunesse. En outre, relève-t-il, il y a une culture de l'excuse empêchant de sanctionner à la limite, de punir les agissements de certains citoyens. L'expert évoque aussi le non-respect et la méconnaissance des lois. Pour lui, une grande partie de la population méconnaît les textes législatifs, aggravée par un manque de vulgarisation des règles de conduite. Il n'a pas passé sous silence, l'influence des groupes et des réseaux sociaux qui favorise l'imitation de comportements violents ou indécents. Les autres causes évoquées ont trait à la méfiance envers les gouvernants, au manque de transparence dans la gestion des biens publics et au taux élevé d'analphabétisme qui limite l'accès à l'information citoyenne. Aux dires de l'intervenant, ce phénomène se traduit de diverses manières.

Les manifestations de l'incivisme



Des déchets dans un cours d'eau, un acte à proscrire

A en croire M. Konaté, les manifestations sont multiples. Il affirme que dans tous les secteurs règnent l'anarchie. « Combien de personnes parmi nous respectent la queue dans un service public ou un lieu quelconque parce qu'on est pressé, s'interroge-t-il ? Combien de biens ont été saccagés depuis l'indépendance ? Combien d'accidents de la circulation ont tué des familles entières à cause de l'indiscipline notoire de chauffards conduisant en état d'ivresse ? Combien de vies ont été abrégées par manque de port de casques ou de ceintures de sécurité ? Combien de sachets plastiques sont jetés par terre alors que les corbeilles sont tout près ? », a-t-il également questionné. Le président de « Urgence Civisme » a déploré le comportement de marchands ambulants qui prennent possession des chaussées mettant en péril leur vie sous le regard impuissant des forces de l'ordre. Il dénonce aussi les actes de certains individus qui transforment les murs de paisibles citoyens en urinoirs. L'orateur regrette, en outre, les agissements de certains élèves qui menacent et font preuve d'insolence verbale et gestuelle à l'encontre de leurs professeurs. Le manque d'exemplarité de certains cadres du pays qui brûlent les feux rouges ou conduisent en état d'ébriété ou bien sont auteurs d'insultes sur les réseaux sociaux et les médias est également pointé du doigt. M. Konaté a aussi alerté sur la déconsidération des symboles de la nation qui conduit certains habitants à ne pas s'arrêter quand on procède à la montée des drapeaux. Ces anti-valeurs impactent négativement le développement du pays.

L'incivisme fait perdre au pays son prestige d'antan

D'après le secrétaire exécutif de l'ONG « Education-Citoyenneté et développement », Tètoudéma Magnouyaro, les conséquences de l'incivisme sont multiples et néfastes pour le développement du Togo. Il a signalé que du fait de nombreux détournements de deniers publics et autres actes d'incivisme, le pays ne peut qu'accuser un grand retard pour décoller car l'argent n'est pas utilisé à des fins utiles. Pour lui, les conséquences pour le pays sont d'autant plus énormes dans ce sens que



Les murs publics et d'habitation ne sont pas des urinoirs

les pertes en terme économique sont importantes pour un bus saccagé, des édifices publics vandalisés et également l'incarcération dans des prisons de mineurs qui normalement devraient fréquenter l'école. L'intervenant a relevé l'intolérance qui s'accroît du fait de l'incivisme, la violence qui se répand, de même que la délinquance juvénile et le grand banditisme avec des bandes armées qui perturbent la quiétude des populations, obligées de vivre dans une peur qui ne dit pas son nom. Il a regretté que le Togo ait perdu son prestige d'antan (Suisse d'Afrique, Lomé la belle), à cause de l'incivisme grandissant se caractérisant, entre autres, par des scandales financiers, l'insalubrité, la dépravation des mœurs, autant de facteurs qui, selon lui, sont non conformes à nos valeurs et à nos croyances. M. Tètoudéma a souligné l'urgence de solutions contre ce fléau.

Il est temps de changer les attitudes

Le président de « Education-Citoyenneté et développement » estime qu'après 66 ans d'indépendance, il est temps pour les citoyens de changer leurs attitudes en adoptant davantage de comportements civiques et citoyens. Pour lutter contre ces anti-valeurs, M. Tètoudéma a insisté sur l'éducation qui, d'après lui, doit amener à former un Togolais de type nouveau ancré dans les valeurs cardinales telles que la vertu, le courage, le respect, la solidarité, l'honnêteté, le patriotisme et la tolérance, entre autres. La revalorisation de l'instruction civique dans les écoles afin d'avoir des citoyens modèles sur qui compter pour construire le pays est également soulignée. L'orateur appelle l'Etat à la redynamisation de l'opération « Togo Propre » qui donne déjà de bons résultats. L'organisation permanente des campagnes d'éducation et de sensibilisation à la citoyenneté par des affiches et à travers les médias en ciblant les radios et les télévisions est aussi suggérée. L'intervenant demande également aux gouvernants d'améliorer les conditions de vie des Togolais afin que le parent démissionnaire puisse de nouveau s'occuper de sa progéniture.



Le casque doit protéger la tête et non la moto



L'obstruction des caniveaux

Les pouvoirs publics sont aussi invités à réussir le pari de « l'éducation pour tous » étant donné que bon nombre d'actes d'incivisme découlent de l'analphabétisme. Ils doivent, en outre, œuvrer pour une application stricte de la tolérance zéro pour instaurer

l'ordre dans le milieu urbain et de surcroît extirper de la circulation les nombreux « chauffards » qui roulent sans permis de conduire. Il a précisé que cette recommandation passe par un renforcement des effectifs de la police.

----- LES ENSEIGNANTS, DES VECTEURS DE TRANSMISSION DES VALEURS REPUBLICAINES

Par Akouétey AMEKOUVO

Respect, discipline, laïcité, égalité, fraternité, sens du bien commun... autant de valeurs que l'école est censée inculquer aux jeunes générations. Au cœur du dispositif éducatif, les enseignants appelés à jouer un rôle déterminant dans la transmission des valeurs républicaines. Ces hommes et femmes arrivent-ils aujourd'hui, à transmettre ces repères essentiels dans un contexte marqué par l'influence du milieu familial et social ?



Des valeurs enseignées au mât

L'école, un cadre privilégié de transmission des valeurs

A l'école, l'apprentissage ne se limite pas aux connaissances académiques. Il englobe également la formation du citoyen. Dans les établissements scolaires, les enseignants apparaissent comme les principaux vecteurs de transmission des valeurs républicaines, indispensables à la cohésion sociale.

« L'école joue un rôle fondamental dans la formation du citoyen en inculquant des principes comme le respect, la tolérance, la justice, l'égalité et la solidarité. À travers les programmes scolaires, l'école prépare les élèves à vivre ensemble dans une société démocratique », confie Mme Gonon Amèvi Agbéri, analyste sociopolitique au Centre de recherche sur la sécurité, la paix et développement en Afrique (CRESED) de l'Université de Lomé.

L'un des buts assignés à l'école, renchérit M. Gaétan Akakpo, chargé du cours de français au collège Augustin Planque est de former des citoyens éclairés, capables de vivre ensemble dans la République. « L'école rassemble des enfants d'origines, de religions et de milieux sociaux différents. C'est souvent le premier lieu où on apprend à vivre avec des règles communes : mêmes droits, mêmes devoirs, autorité non basée sur la famille ou la religion mais sur la loi. Ce qui fait de l'école, un laboratoire de la République au quotidien », explique cet enseignant.

Au-delà de la transmission des valeurs, « l'école est la deuxième instance de socialisation derrière la famille où des valeurs se transmettent, notamment à travers l'éducation civique et morale et d'autres disciplines », précise M. Sobo Doh-Kossi, chef division production et documentation à la direction de la Formation civique.

Des défis malgré les ambitions

Une mission confrontée à des difficultés. Les enseignants évoquent l'influence du milieu familial et social. Certains comportements observés en classe trouvent leur origine en dehors de l'école, rendant la tâche des enseignants plus complexe. « Parfois, ce que nous inculquons à l'école est contredit à la maison ou dans la rue », regrette Mme Gonon.

D'après M. Sobo, les défis de la transmission des valeurs en milieu éducatif peuvent être relatifs à la diversité culturelle des apprenants, à des inégalités sociales, au manque d'exemplarité, au caractère cognitif du savoir en milieu scolaire, l'influence de plus en plus accrue des médias et des réseaux sociaux.

L'impact des réseaux sociaux et des nouveaux modes de communication constitue également un défi majeur. Les élèves sont exposés à des contenus qui ne favorisent pas toujours les valeurs de civisme et de respect.



La montée des couleurs dans cette école

Elle relève que les thèmes inscrits au programme de français en classe de Seconde, entre autres, « l'homme et son environnement », « sagesse et humanisme africain », aident à transmettre des valeurs républicaines aux élèves. Au niveau primaire et secondaire, dit-elle, l'Education civique et morale (ECM) par exemple regorge de beaucoup de valeurs républicaines, notamment l'hymne national, la marche républicaine et les valeurs citoyennes.

D'une méthode à une autre

Pour transmettre ces valeurs, les enseignants s'appuient sur plusieurs approches. Les cours d'éducation civique et morale constituent un cadre formel, mais d'autres disciplines y contribuent également. Les débats en classe, les travaux de groupe ou encore les activités culturelles et citoyennes permettent aux élèves de s'approprier ces notions.

S'il est reconnu aux enseignants, leur rôle dans la transmission des valeurs, l'autre enjeu est la manière ou la pédagogie utilisée pour atteindre les objectifs. Personnellement, partage Mme Balama : « J'ai été formée par l'Association togolaise pour le bien être familiale (ATBEF) sur les thématiques telles que les droits sexuels, l'équité, les valeurs citoyennes pour être une enseignante mentor dans les établissements scolaires ». A mes heures de cours ou aux heures libres dans une classe, « j'anime des causeries éducatives de 10 ou 15 min sur des thématiques précises. Il m'est arrivé même de télécharger le code pénal togolais pour sensibiliser les élèves au respect du drapeau et les informer des peines encourues lorsqu'ils ne s'arrêtent pas à la montée des couleurs ».

« Les enseignants transmettent les valeurs républicaines par 3 canaux principaux : ce qu'ils disent, ce qu'ils font, et ce qu'ils font faire », résume M. Akakpo.

Vers une responsabilité partagée

Pour de nombreux acteurs du système éducatif, la transmission des valeurs républicaines ne doit pas reposer uniquement sur l'école. Elle nécessite l'implication des parents, des autorités publiques et de la communauté. Le renforcement de la formation des enseignants, l'intégration d'activités citoyennes et une meilleure collaboration entre l'école et les familles sont autant de pistes évoquées pour relever ce défi.



ATOP

Pour vos articles, reportages

Nous contacter.



Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DE L'ETRANGER

BURKINA FASO :

SUSPENSION DE PLUS DE 350 ASSOCIATIONS POUR NON-RESPECT DE LA REGLEMENTATION (OFFICIEL)

Ouagadougou, (Xinhua) - Le ministère de l'Administration territoriale et de la Mobilité du Burkina Faso a annoncé le mardi 21 avril soir dans un communiqué la suspension des activités de 359 associations opérant dans divers secteurs, en raison du non-renouvellement de leurs organes conformément à leurs statuts, à leur règlement intérieur et à la législation en vigueur.

Lors d'un point de presse, le directeur général de l'Administration du territoire, Jean-Pierre Vogna, a précisé que cette mesure vise à faire respecter la loi relative à la liberté d'association, laquelle impose notamment l'obtention d'un récépissé de reconnaissance ainsi que la publication au Journal officiel.

Dans un communiqué publié le 15 avril 2026, le ministère avait déjà rendu publique une liste de 118 associations réputées dissoutes pour les mêmes motifs. (Xinhua)

CAMEROUN :

OUVERTURE A YAOUNDE D'UN FORUM ECONOMIQUE AVEC L'AMERIQUE LATINE

Yaounde, (Xinhua) - Le Forum économique pour l'import-substitution avec l'Amérique latine s'est ouvert le mardi 21 avril à Yaoundé, a rapporté la CRTV, média public camerounais.

Prévu jusqu'au 23 avril, l'événement réunit des opérateurs économiques notamment du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay, de la Colombie et du Chili. Selon les organisateurs, les échanges portent sur les investissements, le transfert de technologies et le développement des capacités de production locale.

Organisé par le ministère camerounais des Relations extérieures en partenariat avec l'Agence de promotion des investissements, le forum se positionne comme un instrument de diplomatie économique au service de la politique d'import-substitution engagée par le pays.

D'après les mêmes sources, plus de 300 entreprises, environ 500 participants et près de 2.000 visiteurs sont attendus. Des rencontres d'affaires, des tables rondes et des signatures d'accords figurent au programme.

Les autorités présentent cette initiative comme un levier pour réduire la dépendance aux importations et à accélérer la structuration de la production locale. (Xinhua)

LE NOMBRE DE CONDAMNATIONS A MORT EXPLOSE EN RDC, SELON UN RAPPORT

(Africanews)-Le nombre de condamnations à mort prononcées en République démocratique du Congo a explosé depuis la levée du moratoire sur les exécutions en 2024, a alerté le mardi 21 avril un rapport publié par une organisation militante.

En 2024, la RDC a mis fin à un moratoire de facto sur l'application de la peine de mort qui était en vigueur depuis plus de 20 ans, période durant laquelle ces condamnations étaient systématiquement commuées en réclusion à perpétuité.

Les tribunaux ont condamné plus de 480 personnes à mort en 2024, et 344 en 2025 contre 122 en 2023, selon le rapport établi par l'organisation française « Ensemble contre la peine de mort » et plusieurs ONG congolaises.

« À ce jour, aucune exécution n'a été officiellement confirmée, mais la multiplication des condamnations à mort crée un climat de peur sans précédent », met en garde le rapport. Le rapport s'appuie sur 11 mois d'enquête menée dans une vingtaine de prisons et de camps de détention par une mission d'investigation composée d'avocats, d'acteurs de la société civile et de parlementaires congolais. Cette mission a recensé au moins 950 personnes en attente d'exécution au Congo, indique le rapport, contre un peu plus de 500 en 2019, lors de leur dernière enquête.

Le rapport décrit des établissements pénitentiaires surpeuplés et délabrés, où les détenus vivent dans des conditions d'« extrême précarité sanitaire et alimentaire », parfois sans même savoir qu'ils ont été condamnés à mort.

Les condamnations à mort « sont souvent prononcées à l'issue de procès sommaires », écrivent les auteurs. « Dans de nombreux cas, une assistance juridique effective de la part d'un avocat fait également défaut, et le respect du droit à un procès équitable n'est pas toujours garanti », indique le rapport.

Dans un pays dont le système judiciaire est « opaque » et « sujet à des influences », les voies de recours « s'avèrent inaccessibles à ceux qui n'ont pas d'avocat, de moyens financiers ou de relations à l'extérieur », ajoute le texte. (Africanews)

DE RETOUR AU SOUDAN, 4 MILLIONS DE DEPLACES FACE A L'AMPLEUR DES DESTRUCTIONS

(Africanews)-Trois ans après le début du conflit dévastateur au Soudan, près de quatre millions de personnes déplacées sont retournées dans leurs lieux d'origine à travers le pays, pour se retrouver confrontées à « *une nouvelle lutte pour la survie* », a déclaré le mardi le 21 mars l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations unies.

La directrice générale adjointe de l'OIM, Sung Ah Lee, a indiqué que les retours se concentraient principalement dans la capitale, Khartoum, et dans l'État voisin d'Al Jazirah. « *J'étais à Khartoum hier et j'ai vu un grand nombre de personnes retourner dans des zones où les habitations et les infrastructures essentielles, notamment l'approvisionnement en eau, les services de santé et l'électricité, ont été fortement endommagées* », a-t-elle déclaré.

Le fait de rentrer chez soi malgré la réalité très « dure » qui y règne reflète la détermination des personnes déplacées et les circonstances difficiles qui les poussent à revenir, a expliqué Mme Lee. L'OIM indique que plus de deux millions de personnes supplémentaires devraient revenir à Khartoum rien qu'en 2026. « Beaucoup reviennent parce qu'ils estiment que la sécurité s'est améliorée », a-t-elle déclaré, « tandis que pour d'autres, la vie en exil est devenue insupportable, notamment en raison des pressions économiques et des conditions de plus en plus difficiles dans les pays voisins. »

Selon l'OIM, au plus fort du conflit entre les Forces armées soudanaises (SAF) et les Forces de soutien rapide (FSR) paramilitaires, qui a éclaté le 15 avril 2023, près de 12 millions de personnes ont fui les zones fortement touchées, en particulier Al Jazirah, Khartoum et certaines parties de Sennar et du Kordofan. Plus de 4,5 millions de personnes ont traversé la frontière vers les pays voisins, principalement l'Égypte, le Soudan du Sud et le Tchad. Aujourd'hui, près de neuf millions de personnes restent déplacées à l'intérieur du pays.

Alors qu'à Khartoum, l'afflux croissant de rapatriés a mis à rude épreuve les infrastructures urbaines endommagées par la guerre, à Al Jazirah, une région agricole majeure, les rapatriés font face à un niveau de destruction susceptible de compromettre leurs chances de cultiver quoi que ce soit pour survivre. « Les communautés d'accueil dans l'est et le nord du Soudan... les États de Kassala, Gedaref, de la Mer Rouge, du Nord et du Nil, ont supporté une grande partie de ce fardeau, en accueillant des familles

déplacées alors qu'elles étaient déjà confrontées à des difficultés économiques et à des pressions liées au climat », a souligné Lee. « Cela a poussé les infrastructures disponibles presque à leurs limites. »

« Les agriculteurs retournent dans des champs où les systèmes d'irrigation et les équipements ont été endommagés », a déclaré Mme Lee, « menaçant les moyens de subsistance et la production alimentaire à un moment critique pour le pays. »

Alors que la réponse humanitaire reste gravement sous-financée, *« sans investissements urgents pour rétablir les services essentiels, reconstruire les infrastructures et relancer les moyens de subsistance, les retours sûrs et durables sont gravement menacés »*, a-t-elle conclu. (Africanews)

LA RUSSIE ET LA LIBYE SOUHAITENT RELANCER LEUR COOPERATION BILATERALE

(Africanews)-Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a reçu le mardi 21 avril à Moscou le ministre libyen des Affaires étrangères par intérim, Taher Al-Baour, à l'occasion d'une rencontre consacrée à la relance du dialogue bilatéral.

Lors de cet entretien, les deux responsables ont insisté sur la nécessité de renforcer la coopération entre leurs pays et de remettre en marche les mécanismes institutionnels communs.

Côté libyen, M. Al-Baour a exprimé l'espoir de voir les relations économiques et institutionnelles progresser rapidement avec Moscou. Il a déclaré : « Nous espérons que, lors de nos prochaines réunions, nous aurons l'occasion de rencontrer des représentants de diverses institutions et agences gouvernementales de la Fédération de Russie, afin de travailler à la reprise de certains contrats et d'envisager la conclusion de nouveaux accords. »

De son côté, Sergueï Lavrov a souligné la volonté de la Russie de contribuer au retour de la stabilité en Libye et au renforcement de la coopération économique. Il a notamment indiqué que Moscou chercherait à faciliter le retour de ses entreprises sur le marché libyen, dans le cadre d'un mécanisme intergouvernemental appelé à reprendre ses travaux.

Le chef de la diplomatie russe a également réaffirmé l'importance que son pays accorde aux efforts de réconciliation nationale, estimant que la Russie est prête à « contribuer activement » à la stabilité et à la paix en Libye.

À l'issue des discussions, les deux parties ont tenu une conférence de presse conjointe, au cours de laquelle elles ont réaffirmé leur engagement à poursuivre la coordination et les consultations régulières afin de consolider les relations bilatérales.

Les échanges ont également porté sur les principaux dossiers régionaux et internationaux. Les deux pays ont insisté sur la nécessité de privilégier le dialogue comme outil de résolution des crises, dans le respect de la souveraineté des États et de leur intégrité territoriale.

Cette visite intervient dans un contexte politique sensible en Libye. Le Conseil présidentiel a récemment demandé la suspension de M. Al-Baour de ses fonctions de représentation à l'étranger, invoquant des questions de procédure liées à sa nomination et appelant à la désignation d'un nouveau ministre des Affaires étrangères. **(Africanews)**

LE CHEF DE L'ONU SALUE LA PROLONGATION DU CESSEZ-LE-FEU ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'IRAN

New York (Nations Unies), (Xinhua) - Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, se félicite de la prolongation par Washington du cessez-le-feu avec l'Iran, a déclaré le mardi 21 avril son porte-parole Stéphane Dujarric.

« Il s'agit d'une étape importante vers la désescalade et la création d'un espace essentiel pour la diplomatie et le renforcement de la confiance entre l'Iran et les Etats-Unis. Nous encourageons toutes les parties à tirer parti de cette dynamique, à s'abstenir de toute action susceptible de compromettre le cessez-le-feu et à s'engager de manière constructive dans des négociations afin de parvenir à une résolution durable et pérenne », a indiqué M. Dujarric dans un communiqué.

Le secrétaire général soutient pleinement les efforts du Pakistan visant à faciliter la poursuite des pourparlers entre les Etats-Unis et l'Iran et espère que ces efforts contribueront à créer les conditions propices à un règlement global et durable du conflit, a-t-il poursuivi.

Le président américain Donald Trump a annoncé mardi une prolongation du cessez-le-feu avec l'Iran, sans fixer de date limite. (Xinhua)



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.



+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



SPORTS

WAWA/ FINALE PREFECTORALE DU CHAMPIONNAT SCOLAIRE DE FOOTBALL : **LE LYCEE DE DZOGBEGAN DECROCHE LE TICKET POUR LA PHASE REGIONALE**

Badou, 22 avr. (ATOP) – Le lycée de Dzogbégan remporte la finale préfectorale du championnat scolaire masculin de l'inspection d'enseignement secondaire général IESG-Badou, en battant en finale le lycée de Badou par 1 but contre 0, disputée le samedi 18 avril sur le terrain municipal de la commune Wawa1 à Badou.



L'inspecteur Kpabebe Dissokm remettant le trophée au capitaine du lycée de Badou



L'équipe gagnante

Dès l'entame de cette finale, les deux formations n'ont pas perdu du temps pour lancer des offensives de part et d'autre, sans succès. A quelques minutes de la pause, le lycée de Dzogbégan ouvre le score, en s'offrant ainsi l'avantage de but (1-0).

Du retour des vestiaires, le lycée de Badou prend des initiatives pour rétablir l'équilibre. Les efforts et les assauts répétés des joueurs du lycée de Badou dans le camp adverse, n'ont pas porté fruits jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre central. Le lycée de Dzogbégan décroche le ticket pour la phase régionale qui se jouera à Atakpamé à partir du 30 avril prochain.

Des trophées ont été remis aux équipes gagnantes des U15 masculin et féminin et au lycée de Dzogbégan et chaque équipe a eu droit à 3 ballons. Les 2^{ème} dans chaque catégorie ont reçu 2 ballons chacun et toutes les équipes participantes perdante ont été gratifié d'un ballon chacun. ATOP/PM/AR

RDC:

NONDA, VERON MOSENGO, MAKUKULA... DU LOURD POUR LA PRESIDENCE DE LA FECOFA

Kinshasa, (RFI) - Après des années de tutelle de la FIFA, le football congolais s'apprête à tourner une page décisive le 20 mai prochain. En attendant la validation des dossiers, neuf candidats, parmi lesquels des figures emblématiques comme Shabani Nonda, Aziz Makukula ou encore Véron Mosengo, pourraient se livrer une bataille serrée pour prendre la tête de la Fecofa et redéfinir l'avenir du ballon rond en RD (C).

Bientôt le bout du tunnel pour le football en RDC, sous tutelle de la Fifa depuis 2022. Le 20 mai prochain, la Fédération congolaise de football devrait élire un nouveau président et il faudra s'attendre à une campagne et à une élection très disputées, tant les candidats de renom ont décidé de briguer le fauteuil présidentiel.

L'ex-attaquant Shabani Nonda apparaît comme le candidat surprise dans cette course. « Pour moi, c'est un jour spécial. Je suis venu déposer personnellement ma candidature pour la présidence congolaise de football », a-t-il confié après son dépôt de candidature.

Longtemps discret, l'ancien Monégasque et capitaine des Léopards défend un projet centré sur « le changement, la transparence » et la « relance du football à la base » et le « développement des infrastructures ». Face à lui, l'ancien international portugais Aziz Makukula, né au Congo et toujours proche des Léopards, dont il est l'un des ambassadeurs. Il est soutenu par plusieurs figures du football congolais, dont Dieumerici Mbokani, aligné au poste de vice-président. Leur maître-mot ? « Le football aux footballeurs. »

Véron Mosengo de la CAF à la Fecofa ?

Le duel s'élargit à d'autres figures du terrain. Eugène Kabongo, autre vieille gloire du football congolais, figure sur la liste de Bosco Mwehu, actuel président du comité de gestion de la Linafoot. Un duo complémentaire entre maîtrise du terrain local et notoriété nationale et internationale.

En embuscade, Véron Mosengo, récemment secrétaire général démissionnaire de la CAF, concentre les critiques de plusieurs challengers. Pour lui, « responsabilité, intégrité, et transparence » constituent les priorités.

Au total, ils sont neuf à convoiter la tête d'une Fecofa, restée sous tutelle de la Fifa pendant cinq ans, mais la commission juridique va étudier d'abord les dossiers pour validation.

Il y aura un temps de recours puis la liste définitive des candidats sera validée par la commission.

En tout cas, une lutte de pouvoir s'annonce et chaque camp commence à avancer ses pions. Verdict attendu le 20 mai prochain pour tourner enfin la page Constant Omari. RFI

BASKET-BALL:

LA FRANCE ORGANISERA POUR LA PREMIERE FOIS LA COUPE DU MONDE EN 2031

France, (RFI) - La France a été désignée pays-hôte de la Coupe du monde masculine de basket en 2031, une première dans son histoire, a annoncé mercredi 22

avril la Fédération internationale (Fiba) dans un communiqué. La compétition se déroulera du 29 août au 14 septembre 2031.

Après les trois derniers Mondiaux (2019, 2023 et 2027) en Asie, la France accueillera pour la première fois une Coupe du monde de basket masculin, du 29 août au 14 septembre 2031

La compétition se déroulera à Lille, Lyon, et Paris, la phase finale ayant lieu dans la capitale. Le Japon a de son côté été choisi pour accueillir le Mondial féminin en 2030. La Fiba a souligné l'importance des deux pays en tant qu' « organisateurs de premier plan d'événements d'envergure internationale », comme les Jeux olympiques de 2024.

Wemby, star attendue

Les Bleus y avaient alors décroché la médaille d'argent, lors d'une finale perdue contre les États-Unis. En octobre 2025, le président de la Fédération française de basket (FFBB), Jean-Pierre Hunckler, avait déjà évoqué auprès de l'AFP l'intérêt porté à une candidature seule.

« Il n'y a jamais eu de Coupe du monde de basket en France. Il y a pas mal de choses qui s'alignent (...) On sort des Jeux olympiques qui ont été euphoriques, la billetterie du basket a représenté 10% de la billetterie des Jeux olympiques, 1,1 million de spectateurs, c'est pharaonique », avait-il précisé. RFI

Les Français espèrent donc vivre revivre la magie des basketteurs bleus transcendés lors des JO à Paris. Victor Wembanyama aura 27 ans en 2031 et sera, si tout va bien, la star attendue de ce Mondial à domicile.

D'ici là, l'équipe de France devra assurer sa place, via les qualifications, pour la prochaine Coupe du monde qui sera organisée au Qatar l'année prochaine (27 août-12 septembre 2027).

RFI

